

PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
AD/SK/731

ARRETE

N° 2014209-00013 du 28 juillet 2014 portant mise en demeure du SIVOM de la Région Mulhousienne de respecter les valeurs limites concernant les rejets atmosphériques de l'usine d'incinération de SAUSHEIM

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L171-8,
- VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2005-132-5 du 12 mai 2005 portant prescriptions complémentaires (arrêté codificatif) pour l'exploitation d'une usine d'incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activité de soins à risques infectieux à Sausheim,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2010-116-5 du 26 avril 2010 portant prescriptions complémentaires au SIVOM de la Région Mulhousienne relatif à l'exploitation de l'usine d'incinération de Sausheim,
- VU** la visite d'inspection du 19 mars 2014,
- VU** le rapport du 15 juillet 2014. de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que la visite du 19 mars 2014 a mis en évidence le non-respect des dispositions liées au respect de la durée totale des dépassements des concentrations maximales réglementaires des rejets atmosphériques,

CONSIDÉRANT que la durée maximale prescrite par l'arrêté ministériel pendant laquelle les valeurs limites d'émissions peuvent être dépassées est de 60 heures sur une année,

CONSIDÉRANT que la durée des dépassements pour la ligne 1 pour l'année 2013 est supérieure à 60 heures (94h),

CONSIDÉRANT que de ce fait, le SIVOM de la Région Mulhousienne ne respecte pas les prescriptions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1er :

Le SIVOM de la Région Mulhousienne, désigné « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 25 avenue Kennedy – BP 2287 à Mulhouse Cedex (68068), est mis en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations sises 1 route de Chalampé à Sausheim (68390), **avant le 31 décembre 2015**, les prescriptions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 reprises ci-après :

« L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de co-incinération, «de traitement» des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées.

Sans préjudice des dispositions de l'article 9 e, cette durée ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 28 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de MULHOUSE et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à COLMAR, le 28 juillet 2014

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Secrétaire Général suppléant,

Signé

Laurent LENOBLE

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.